

débatmilitant

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 86 | 22 décembre 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- **Avec 2005 s'achève une décennie qui a créé les conditions du renouveau du mouvement ouvrier**

Avec 2005 s'achève une décennie qui a créé les conditions du renouveau du mouvement ouvrier

2005 s'achève sur deux évènements qui ont fait l'actualité internationale de ces derniers jours : les décisions de l'OMC à Hong-Kong et la victoire électorale d'Evo Morales en Bolivie. Ces deux faits indiquent les tendances contradictoires de la décennie qui s'achève. L'accélération de l'offensive libérale et impérialiste a bouleversé les conditions de production, d'échange, d'existence des travailleurs et des peuples et créé dans le même temps, les conditions même de nouvelles luttes, de progrès démocratiques mais sans que les idées de l'émancipation politique et sociale aient réussi à fonder un projet animant des forces organisées significatives.

Sous les coups de l'offensive de la bourgeoisie, le rapport de forces entre les classes s'est dégradé mais dans le même temps, avec l'effondrement de l'URSS, le stalinisme qui étouffait toute vie démocratique dans le mouvement ouvrier a perdu son emprise, libérant un large espace pour un nouvel essor du mouvement ouvrier. Des évolutions de conscience ont eu lieu, en profondeur, qui se sont traduites tant sur le plan électoral par les scores de l'extrême gauche que sur le terrain social. Ainsi, de nouvelles luttes ont commencé à émerger souvent radicales, porteuses de nouveaux espoirs, de nouvelles aspirations même si elles ont trouvé leurs limites dans l'absence d'un projet politique de transformation de la société, permettant de lier la question sociale et la question politique.

Cette décennie est donc une période de transition, à travers laquelle les conditions objectives ont été profondément transformées. Si l'évolution de la situation sociale et politique a ruiné les bases matérielles du réformisme, dans un contexte où le rapport des forces s'est dégradé pour la classe ouvrière et en absence d'un projet révolutionnaire alternatif, les illusions réformistes perdurent sous de nouvelles formes comme l'anti-libéralisme.

Ce sont donc ces transformations profondes dont il nous faut, au-delà de leurs caractères contradictoires,

saisir toute la signification.

A travers elles, se créent les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier qui peut être le cadre de l'émergence d'un parti des travailleurs.

C'est l'enjeu des années à venir, mais bien évidemment, il n'y a pas d'automatisme, pas plus qu'il ne s'agit d'une simple question de volontarisme. C'est le contenu même du débat politique de discuter de ces conditions nouvelles, de comment les révolutionnaires peuvent aider et armer les consciences en formulant une politique pour l'ensemble du mouvement social.

Pour cela, il nous faut analyser la nature même du capitalisme aujourd'hui, ce qui fonde notre anticapitalisme opposé au réformisme antilibéral et les effets du développement libéral et impérialiste sur le mouvement social, les rapports de forces politiques. Avoir une compréhension globale de la décennie de transition qui s'achève permet de prolonger la courbe pour anticiper sur les possibilités et les tâches.

La fuite en avant de la mondialisation financière et impérialiste ruine les bases matérielles du réformisme

Depuis le début des années 80, la bourgeoisie s'est lancée dans une vaste offensive contre le monde du travail et les peuples pour diminuer leur part dans la répartition des richesses. A travers cette offensive, toutes les barrières douanières, tous les règlements financiers ont été levés pour permettre la libre circulation des capitaux. Et en même temps, tout ce qui pouvait limiter le droit des capitalistes à faire du profit, secteurs publics, législation du travail, couvertures sociales, a été remis en cause...

Etape et consécration de cette offensive, l'effondrement de l'URSS et des régimes d'Europe de l'Est, à partir de 1989, a semblé annoncer définitivement « *le triomphe de l'économie de marché* ».

La décennie qui s'achève a vu l'aboutissement de cette offensive avec l'avènement de la mondialisation, c'est-à-dire la généralisation au monde entier d'un nouveau capitalisme de libre concurrence caractérisé par la domination du capital financier et l'exacerbation de la concurrence entre les firmes multinationales et entre les nations.

Dans ce cadre, le monde est en train de se réorganiser autour de nouvelles zones d'influences, en fonction de rapports de force économiques en transformation. De nouvelles puissances en plein essor, au premier rang desquelles la Chine, sont en train de conquérir une place dans la concurrence mondiale, bouleversant les vieux rapports impérialistes.

Le mouvement international du capital redessine les rapports de force internationaux et surtout étend et développe comme jamais à l'échelle mondiale le rapport d'exploitation salariée.

La mise en concurrence des paysans sous la férule des multinationales ruine des millions de petits producteurs.

Parallèlement à la concentration du capital - 2005 a été une année particulièrement riche en fusions-acquisitions -, se déroule un vaste processus de prolétarisation qui s'accompagne d'une mise en concurrence exacerbée des prolétaires au niveau du marché mondial.

Ainsi, la mondialisation montre son vrai visage. L'essor des nouvelles technologies, bases d'une nouvelle économie devant assurer une croissance sans fin, n'a abouti qu'à une fièvre spéculative qui a fini en krach. Le libre marché mondial devant apporter paix et prospérité est devenu le cadre d'une concurrence effrénée entre les firmes multinationales et entre les nations entraînant une montée des tensions internationales. La lutte pour la domination du monde sous l'égide des Etats-Unis a provoqué un essor sans précédent du militarisme et une nouvelle offensive impérialiste.

Cette nouvelle phase du capitalisme combine la libre concurrence des capitaux et des nations et la violence impérialiste pour la domination du monde et le pillage des peuples. La mondialisation financière a entraîné une mondialisation militaire qui crée un état de guerre permanent.

Toutes les bourgeoisies du monde sont entraînées dans une fuite en avant sans fin qui exacerbe les contradictions fondamentales du capitalisme à l'échelle de toute la planète.

C'est cette évolution même qui sape les bases matérielles du réformisme. L'illusion en la possibilité d'un

capitalisme régulé par l'intervention d'un Etat est dissipée chaque jour à l'échelle du monde par la rapacité de la bourgeoisie qui partout ravage la planète, transformant tout en marchandise, en source de nouveaux profits, de nouvelles spéculations. C'est la confrontation avec les conséquences mêmes de la mondialisation libérale et impérialiste qui contribue à transformer, à l'échelle du monde, les consciences, faisant émerger la révolte contre l'ordre social, la nécessité de le combattre pour le transformer.

La concentration du capital financier à l'échelle planétaire dresse en face de lui une masse sans cesse accrue de prolétaires.

1995 : Un tournant dans la situation sociale et politique en France

En France, c'est le gouvernement de gauche de Mitterrand-Mauroy, avec quatre ministres communistes jusqu'en 1984, qui a pris l'initiative de mener l'offensive libérale. Pendant 15 ans, les attaques se sont multipliées à travers des plans d'austérité qui ont entraîné le blocage des salaires, des réductions des dépenses publiques, dans un contexte où se sont multipliés les plans de licenciements comme dans la sidérurgie.

Devant ces attaques menées par les partis de gauche dont le PCF, avec la complicité des directions syndicales qui ont muselé toute expression de contestation dans leur rang, la démoralisation a gagné nombre de militants ouvriers. Alors que le Front National, de groupuscule qu'il était, gagnait une influence de masse, le nombre de salariés syndiqués est passé de 23 % en 1973 à 9 % en 1995.

1995, marque une rupture.

Aux élections présidentielles d'avril 1995, Arlette Laguiller dépasse les 5 % sur la base d'une campagne autour « *d'un plan d'urgence pour les travailleurs* ». C'est la traduction sur le plan électoral d'une évolution des consciences d'une fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse devant la dégradation de la situation sociale et du fait de l'écoûrement face à la politique des partis de gauche au gouvernement.

Le retour de la droite au pouvoir, avec l'élection à la Présidence de Chirac et la formation du gouvernement Juppé, libère nombre de militants de la paralysie des années précédentes. L'annonce de la réforme des retraites, déclenche un vaste mouvement de grève en novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé. Pendant plusieurs semaines, les manifestations massives et dynamiques scandent « *Tous ensemble !* » se multiplient dans tout le pays, permettant aux militants de se retrouver, de mesurer leur force, de reprendre confiance.

Malgré l'absence de politique des directions syndicales, le mouvement remporte une victoire en faisant reculer provisoirement le gouvernement sur les retraites. Des dizaines de milliers de travailleurs ont vérifié dans la grève et dans la rue que l'action collective peut transformer le rapport de forces. A travers cette grève, une nouvelle conscience se forge dans la lutte contre les dégâts de l'offensive capitaliste.

La situation nouvelle ouverte par les luttes de 95 et l'accélération des ruptures des salariés avec la gauche transforment en profondeur le contexte social et politique...

1997 : La gauche plurielle au gouvernement : approfondissement des ruptures et développement des résistances

Deux ans seulement après son arrivée au pouvoir, Chirac dissout l'Assemblée, de nouvelles élections législatives donnent la majorité à la gauche « plurielle » et ouvrent une nouvelle période de cohabitation entre la droite, avec Chirac à la présidence, et la gauche, avec le gouvernement Jospin auquel participent PC et Verts. Cette situation accélère les ruptures en cours du fait de la multiplication et de l'aggravation des attaques...

Alors que de 1997 à 2001, plus de 1000 plans sociaux sont annoncés chaque année, le gouvernement de la gauche plurielle poursuit l'offensive libérale, au nom de la « *modernisation sociale* ». Les lois Aubry sur les 35 h imposent annualisation et flexibilité, remettant en cause au passage de nombreux droits. Allègre annonce qu'il veut « *dégraisser le Mammouth* », provoquant un large mouvement dans l'Education. Guigou instaure le Pare contre les chômeurs accusés de ne pas chercher de travail.

La lutte contre les licenciements devient alors la question sociale et politique essentielle.

En 97, contre la fermeture de Renault-Vilvorde, 70 000 personnes ont manifesté à Bruxelles. En décembre 1997, pour la première fois, les chômeurs se mobilisent massivement pour dénoncer la situation qui leur est faite et exiger, entre autres, des minima sociaux à hauteur du Smic.

Les annonces de suppressions d'emplois en même temps que les augmentations du cours des actions et des profits, donnent une légitimité de plus en plus grande à l'idée d'interdiction des licenciements défendue par Arlette Laguiller en 95. Le débat traverse les milieux militants, la revendication est reprise bien qu'elle pose le problème de la nécessité d'empiéter sur la propriété privée pour pouvoir interdire les licenciements et contrôler les comptes des entreprises.

En 2001, après le krach de la nouvelle économie, les annonces de plans de licenciements se multiplient : Lu-Danone, Marks & Spencers, Moulinex. Reflétant l'évolution de conscience d'une fraction des militants, une manifestation rassemble, à l'initiative de l'Intersyndicale LU en lutte contre un nouveau plan social, malgré le boycott des confédérations, plusieurs dizaines de milliers de personnes pour exiger l'interdiction des licenciements.

Le chômage pesant sur tous les salariés, la précarité, et les petits boulot explosent, notamment parmi la jeunesse ouvrière. De nouvelles luttes apparaissent parmi cette fraction la plus exploitée de la classe ouvrière avec les grèves des précaires de chez MacDo, de Pizza Hut, d'EuroDisney, ou les femmes de ménage immigrées du groupe Accor...

Parallèlement, témoin de la prise de conscience que cette évolution est la conséquence de la mondialisation libérale, le mouvement altermondialiste se développe à travers une série de grandes manifestations qui mobilisent une fraction de la jeunesse à l'occasion des sommets internationaux des puissances impérialistes en affirmant qu'un « *autre monde est possible* ».

1999 – 2002 : Une possibilité d'émergence d'un pôle révolutionnaire pour cristallisier les ruptures en cours...

Ces évolutions se traduisent sur le plan électoral dans la persistance des scores de l'extrême gauche. Ainsi, aux Régionales de mars 1998, pour la première fois, plusieurs élus de LO et de la LCR entrent dans les Conseils régionaux. Et en 1999, la campagne commune LO-LCR aux élections européennes permet, sur la base d'un scrutin proportionnel, d'envoyer cinq députés révolutionnaires au Parlement européen.

Toute la situation sociale pousse au regroupement des révolutionnaires pour formuler une politique en rupture avec la gauche gouvernementale... le succès électoral de la campagne européenne commune confirme cette possibilité mais aucune des deux organisations n'a réellement un tel regroupement comme perspective. Cette contradiction reflète la difficulté pour les organisations révolutionnaires de prendre la mesure de la nouvelle période, de surmonter leurs divisions héritées des décennies précédentes où chacune a dû se construire en marge du mouvement ouvrier réel, en luttant contre le stalinisme, la difficulté pour formuler une politique dans la perspective d'un dépassement de l'extrême gauche.

Les élections présidentielles du 21 avril 2002 vont confirmer les évolutions en cours.

Devant le refus de LO d'envisager une candidature commune aux Présidentielles, la LCR décide de présenter Olivier Besancenot. Même désunie, l'extrême gauche totalise plus de 10 %, ce qui reste un score inédit pour les révolutionnaires. Mais la rupture qui s'est approfondie après 5 ans de gouvernement de la gauche plurielle se traduit surtout par l'effondrement des partis de gauche, et notamment du PCF, entraînant la présence de Le Pen au second tour.

Face au « *séisme politique* » provoqué par Le Pen, l'extrême gauche divisée est incapable d'opposer un « *Front révolutionnaire* » au « *Front républicain* » qui se met en place de la droite à la gauche pour canaliser la colère de la jeunesse et sa politisation.

Reflétant les contradictions de la situation politique, ces élections où, pour la première fois, l'extrême gauche a fait plus de 10 %, où s'est exprimé le désaveu de la gauche social-libérale, dans un contexte de forte mobilisation politique dans la rue, (il y aura ainsi plus de 1,5 million de manifestants le Premier mai) se terminent par un plébiscite pour Chirac !

Mai-juin 2003 : une nouvelle remontée des luttes confrontée à ses limites politiques : l'absence d'un projet de transformation sociale

Fort de la passivité des directions syndicales et des partis de gauche qui ont appelé à voter pour lui, Chirac peut amplifier l'offensive contre le monde du travail. La « *réforme* » des retraites que la gauche a préparée, est engagée, en y associant les syndicats qui déclarent partager le diagnostic et la nécessité d'une réforme.

Mais le mouvement contre la réforme des retraites et la décentralisation qui éclate en mai-juin 2003 bouscule la donne. La mobilisation a démarré contre l'avis des directions confédérales, alors engluées dans la politique du diagnostic partagé, mais dès lors, la CGT, FO, la FSU, l'UNSA doivent suivre le mouvement tiré en avant par de nouvelles équipes militantes. De nouvelles formes d'organisation de démocratie ouvrière se créent à l'initiative de militants d'extrême gauche, exprimant le besoin de la prise en main de la lutte par ses acteurs eux-mêmes de même que des collectifs interpro qui affirment l'unité nécessaire des salariés du public et du privé.

Si, au cours de la lutte, s'est exprimée une méfiance réelle vis-à-vis des appareils syndicaux et politiques, en l'absence d'une direction alternative, en absence de son propre projet social et politique, le mouvement reste désarmé et marque le pas quand le texte de loi arrive devant le Parlement.

2004 : Les limites de candidatures communes LO-LCR ne se situant que sur le plan électoral pour porter la perspective d'un « parti des luttes et des grèves »

Dans la continuité du mouvement contre les retraites, la LCR et LO présentent des candidatures communes aux élections régionales et européennes de 2004, sur la base d'un programme d'urgence sociale et démocratique en s'affirmant pour « *le parti des luttes et des grèves* ». Mais, l'accord reste limité au seul plan électoral. Aucune des deux organisations ne prend appui sur une campagne commune militante pour porter la perspective d'un regroupement des révolutionnaires en vue de la construction d'un parti des travailleurs à laquelle Arlette Laguiller avait appelé en 95, la LCR n'intégrant pas l'accord dans la perspective d'une force politique nouvelle et LO arguant des faibles forces, même unies, de l'extrême gauche.

Et sur le seul terrain électoral, c'est le réflexe du « *vote utile* » qui joue pour exprimer le rejet des attaques libérales de la droite, ce qui permet le succès électoral des partis de gauche. Mais les ruptures restent profondes et se traduisent sur le terrain social par des luttes qui se durcissent.

2005 : La possibilité d'une contre- offensive qui reste entravée par l'absence d'une politique indépendante pour le monde du travail

Dans ce contexte, la victoire du Non au référendum est l'expression du rejet des politiques libérales qu'elles soient défendues par la droite ou la gauche. Mais ce succès ne pouvait suffire à modifier le rapport de forces sociales ni entraver l'offensive du gouvernement.

Devant la multiplication des attaques du gouvernement et du patronat, des luttes ont lieu parfois marquées par une nouvelle radicalité. Mais la plupart d'entre elles se traduisent par des défaites. Ni les partis de gauche, ni les directions syndicales, ne veulent leur donner la perspective d'un mouvement d'ensemble du monde du travail s'opposant à la politique de la bourgeoisie. La combativité des salariés d'EDF ou de la SNCM ne peut compenser l'absence de perspectives politiques, et leur lutte en restant prisonnière des limites du syndicalisme et du corporatisme, du fait de l'absence d'une politique unitaire de généralisation des luttes, ne peut faire face à la détermination de la bourgeoisie.

La crise des banlieues de novembre 2005 est le reflet de la dégradation de la situation sociale, et révèle la profonde rupture entre la fraction de la population la plus touchée par la crise et tous les partis

gouvernementaux qui, de la droite à la gauche, soutiennent l'état d'urgence, comme le manque de perspective.

Au cœur des contradictions et des conflits, l'émergence d'un parti des travailleurs

Malgré les échecs des dernières luttes, les conditions d'une crise sociale et politique s'accumulent. La moindre lutte sur le terrain social se heurte à la politique libérale de la bourgeoisie menée par les partis de droite comme de gauche. La situation pose donc comme une urgence cruciale la nécessité de l'unité pour préparer une offensive globale du monde du travail sur le terrain social et politique. La question de l'unité s'impose comme un besoin essentiel.

La construction d'un mouvement d'ensemble passe par l'unité dans les luttes en dépassant les corporatismes, les clivages public-privé, salariés-chômeurs, et les divisions entre organisations syndicales et politiques, héritées de la période précédente. Mais cette unité dans et pour les luttes implique que, en toute indépendance des institutions et des partis qui ne raisonnent que dans ce cadre, se formule une politique pour l'ensemble du mouvement social.

La question de l'unité est indissociable de l'affirmation d'un projet politique, d'un programme pour les luttes qui articule la question sociale et une perspective politique. D'où l'importance de mettre en avant la nécessité d'un plan d'urgence social et démocratique, non comme un programme gouvernemental mais un programme autour duquel pourra se construire l'unité du monde du travail. C'est à travers la discussion démocratique la plus large, avec tous les militants, sur la nécessité de ne compter que sur l'organisation des travailleurs pour imposer un tel plan, que les consciences pourront s'armer, les ruptures s'approfondir, et le mouvement social se forger son propre programme. C'est dans la confrontation avec le patronat mais aussi avec l'Etat et les partis gouvernementaux, que ces évolutions de conscience pourront aller jusqu'au bout des ruptures avec les illusions réformistes pour se cristalliser en une nouvelle conscience de classe, révolutionnaire.

C'est pour cela que la question de l'unité du mouvement social doit s'articuler avec une politique unitaire pour regrouper autour d'un pôle anticapitaliste la fraction la plus consciente, qui est déjà gagnée à l'idée que la satisfaction des exigences du monde du travail ne peut qu'aboutir à une confrontation directe avec l'Etat et ses institutions, et qu'il s'agit de s'y préparer.

L'évolution de la situation, au cours de la décennie, a eu des répercussions sur l'extrême gauche qui a progressé sur le plan militant et électoral. Même si les organisations révolutionnaires restent minoritaires, jamais elles n'ont eu une telle audience, du fait essentiellement du changement de rapport de force vis-à-vis du PC. Mais jusqu'à présent, les progrès de l'extrême gauche sont plus le fait de la transformation même de la situation objective que le résultat d'une politique consciente de construction vers un parti révolutionnaire.

L'évolution de la situation politique et sociale a rendu toute leur actualité à la lutte de classes, aux idées du marxisme révolutionnaire face à l'effondrement du stalinisme, à la faillite des illusions réformistes et à la catastrophe sociale engendrée par le développement de la mondialisation.

Une étape reste à franchir pour qu'un projet de transformation révolutionnaire s'affirme au-delà du seul terrain électoral, et devienne un axe de regroupement des militants en rupture avec les partis de gauche, à la recherche d'une politique pour préparer la riposte du monde du travail.

Cela implique de prendre toute la mesure de la situation nouvelle, des nouveaux clivages qui se sont renforcés dans la dernière décennie et d'oser se situer dans une perspective de dépassement des organisations d'extrême gauche telles qu'elles sont aujourd'hui.

Il s'agit de concentrer les transformations et les acquis de ces dernières en un projet politique pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

La situation est ouverte car, comme cela est apparu à chaque nouvelle mobilisation, des réseaux de lutte existent depuis les grèves de novembre-décembre 1995, qui se sont développés, renforcés qui ont acquis toute une expérience à travers des échecs et des succès. Dans ces nouveaux réseaux militants qui dépassent les cadres corporatistes et syndicaux, les militants révolutionnaires peuvent agir dans le sens de l'unité, en ayant une politique pour accompagner, anticiper les évolutions de conscience en cours, en construisant des

rapports démocratiques, sur la base d'engagement réciproque.

C'est à travers la consolidation et le développement de tels réseaux militants sur la base d'une politique de classe clairement formulée, que toute l'expérience accumulée depuis une dizaine d'années peut contribuer à un renouveau du mouvement ouvrier.

Et l'enjeu, dans l'année ou les années à venir, est de réussir à travers une telle politique, à formaliser en un nouveau parti du monde du travail les potentialités qui se sont accumulées durant la décennie passée.

2005 se finit, vive 2006 !

Charles Meno



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**